



Session plénière du 6 au 9 juin 2011

Dossier

Les députés européens se retrouvent à Strasbourg du 6 au 9 juin en session plénière. Comme souvent, l'ordre du jour reflète autant l'actualité que les préoccupations à plus long terme des élus. Ils débattront de la bactérie E. coli qui a infecté des germes de soja en Allemagne et provoqué la mort de plusieurs personnes, de l'intégration de la Bulgarie et de la Roumanie à l'espace Schengen et défendront le non-gel du budget de l'UE pour la période 2014-2020.

Ce dossier présente les grands sujets inscrits à l'ordre du jour (première section) et les comptes-rendus détaillés des débats et votes principaux, mis à jour en cours de session. *Pour accéder aux différentes sections, cliquez sur les liens ci-dessous.*

Les grands sujets à l'ordre du jour

Les députés ne veulent pas geler le budget 2014-2020 de l'UE. Le gel du futur budget de l'UE au niveau de 2013, demandé par certains États membres, "*n'est pas une option viable*", estime la commission spéciale du Parlement sur les défis politiques. Ses recommandations finales seront débattues et votées mercredi, en vue des négociations entre les députés européens et les États membres qui devraient commencer dans les semaines suivantes.

Eurovignette : intégrer pollutions sonore et atmosphérique au prix du transport routier. L'introduction du principe "pollueur-payeur" pour les poids lourds circulant sur autoroutes devrait être approuvée par les députés, selon une proposition de modification des règles actuelles. Ce changement qui a fait l'objet d'un accord entre les députés de la commission des transports et les États membres permettrait notamment d'inclure dans les taxes ou péages nationaux pour poids lourds le coût réel de la pollution atmosphérique et sonore.

Vote sur la candidature de la Bulgarie et de la Roumanie à l'espace Schengen. Le Parlement européen évaluera si la Bulgarie et la Roumanie sont prêtes à rejoindre l'espace Schengen. La commission des libertés civiles pense que ces pays sont prêts mais souligne que le Parlement doit être informé des mesures additionnelles à mettre en œuvre dans la zone Bulgarie-Turquie-Grèce afin de répondre à toute augmentation de la pression migratoire.

Débat sur l'infection bactérienne E.coli. L'épidémie d'infection virulente provenant d'une bactérie E. coli entéro-hémorragique (ECEH) en Allemagne et dans d'autres États membres sera débattue avec la Commission européenne, mardi. Plusieurs personnes sont décédées de la maladie en Allemagne et 373 nouveaux cas graves ont été diagnostiqués.

Projet d'assouplissement des règles de visas avec Moscou. La feuille de route décidée récemment en vue d'assouplir la politique de visas de l'UE avec la Russie sera l'un des principaux sujets de débat avec le commissaire Füle, mercredi, avant le sommet UE-Russie du 9 juin à Nijni-Novgorod.

Agence de notation : durcissement des règles. Les priorités du Parlement concernant la réforme des règles des agences de notation de crédit feront l'objet d'un vote mardi, quelques semaines avant que la Commission ne propose le projet de législation. La stimulation de la concurrence et la réduction de la dépendance à l'égard des notations figureront en première ligne, mais une bataille se profile au niveau des groupes politiques quant à la meilleure façon de noter la dette souveraine et de financer un organisme européen de notation de crédit.

Au-delà du PIB. Le produit intérieur brut (PIB) a représenté pendant longtemps la meilleure mesure de l'activité économique d'un pays mais cet agrégat ne tient pas correctement compte du bien-être des populations ou de la durabilité de l'utilisation des ressources. Les députés voteront des textes qui visent à s'assurer que les évaluations de nos économies tiendront compte des aspects sociaux et environnementaux.

Usage disproportionné du mandat d'arrêt européen. Les députés questionneront le Conseil et la Commission mercredi pour savoir comment ils envisagent de mettre un terme à l'utilisation "disproportionnée" du mandat d'arrêt européen. Certains députés s'inquiètent du fait qu'il ait été utilisé pour poursuivre des délinquants mineurs, tels que les voleurs de porc ou les voleurs de bicyclettes, malgré le coût élevé des procédures de remise des suspects et le risque de violation des droits fondamentaux.

Les agences de notation de crédit sommées de rendre des comptes

Juge et avocat. C'est l'image qui vient à l'esprit quand on évoque le rôle des agences de notation de crédit dans le système financier. Elles évaluent le risque des différents produits financiers alors même qu'elles en tirent profit et participent à leur mise en place. Ce conflit d'intérêt est vivement critiqué par le libéral Allemand Wolf Klinz, auteur d'un rapport qui doit être débattu lundi 6 juin et voté le lendemain.

En notant de façon positive les produits financiers dits « toxiques », les agences de notation de crédit ont précipité et amplifié la crise. Les investisseurs - parmi lesquels de nombreuses banques - leur ont fait confiance, mettant leur argent dans des produits très risqués. Les Etats européens ont dû voler au secours des institutions financières en faillite quand le château de carte s'est écroulé.

Aujourd'hui, ces mêmes Etats - à l'exemple de l'Espagne récemment - voient leur note dégradée du fait de leur situation budgétaire précaire. Conséquence directe, les taux d'intérêts augmentent, rendant plus difficile le remboursement de la dette publique et mettant encore plus la tête sous l'eau aux gouvernements en difficulté.

Un conflit d'intérêt à dépasser

C'est ce genre de cercle vicieux que l'Allemand Wolf Klinz (Alliance des démocrates et des libéraux) souhaite briser. En effet, le rôle des agences de notation est double. Elles évaluent des produits et sont payées par leurs concepteurs et vendeurs ! D'où l'intérêt à donner des notes élevées, même si les produits sont complexes et risqués.

« *Les agences notent les produits et dans le même temps elles vendent leurs conseils aux clients qui payent pour la notation* », pointe Wolf Klinz. Les agences peuvent ainsi expliquer aux banques comment structurer leurs produits financiers afin qu'ils soient bien notés, sans forcément les rendre plus sûrs. En réponse, l'Autorité européenne des marchés financiers (ESMA) a commencé à superviser le travail des agences de notation l'été dernier. Le rapport de Wolf Klinz, quant à lui, appelle à plus de transparence dans la façon de noter - bien que les socialistes et la Gauche unitaire auraient préféré limiter la capacité des agences à noter les dettes publiques.

Indépendance et responsabilisation du secteur

Le rapport de Wolf Klinz souhaite que les différents acteurs sur les marchés (banques, investisseurs...) se penchent un peu plus sur l'analyse des risques afin de moins dépendre des notes des agences. Par ailleurs, ces agences pourraient voir leur responsabilité engagée si elles commettent de graves négligences. « *L'argument selon lequel les notations ne sont que de simples opinions ne tient pas* », précise le rapporteur.

Enfin, l'Allemand prône la création d'une Fondation européenne de notation de crédit qui ferait concurrence aux trois agences actuelles (Moody's, Standard and Poor's et Fitch), en situation de quasi-oligopole. Il espère que cela les obligera à améliorer leurs services et à produire des notations plus sûres. Lors du vote en commission parlementaire, la majorité des députés s'étaient prononcés en faveur d'un financement de cette fondation via l'industrie financière elle-même pour ses cinq premières années. Le centre-gauche s'y était opposé, préférant un financement public. Le clivage droite-gauche pourrait bien se répéter lors du vote en plénière.

Au-delà du PIB : trouver de nouveaux indicateurs pour mesurer le progrès

Créé dans les années 1930, le Produit intérieur brut (PIB) s'est imposé comme le meilleur indicateur pour mesurer l'activité économique d'un pays. Néanmoins, il ne prend pas en compte tous les aspects sociaux et environnementaux et ne peut donc, à lui seul, refléter le degré de développement. Face à ce constat, les députés européens prônent la mise en place d'indicateurs complémentaires. Interview de la Danoise Anna Rosbach (Conservateurs et réformateurs), qui a préparé la position du Parlement européen.

Le PIB a été utilisé pour mesurer l'activité macro-économique depuis 80 ans. Pourquoi cet indicateur ne suffirait-il plus aujourd'hui ?

Anna Rosbach : Prenons un exemple. Certains pays africains ont beaucoup de matières premières comme l'or et les diamants, ce qui les rend très riches sur le papier. Dans le même temps, les citoyens sont extrêmement pauvres et n'ont ni électricité ni eau courante. Le PIB par habitant les définit comme riches mais les dictateurs se remplissent les poches au détriment de la population. Pour moi, c'est un mauvais emploi du PIB.

Votre rapport propose de mettre en place d'autres indicateurs. De quoi devraient-ils tenir compte ?

AR : J'aimerais voir des indicateurs qui prennent en compte les éléments suivants : de quelle formation je peux bénéficier dans mon pays, quel type d'emploi je peux espérer, quel est mon pouvoir d'achat, comment je suis traitée si je suis malade, quelles sont les chances d'avoir une bonne qualité de vie en vieillissant...

Mais ce n'est que mon opinion. Ces idées ne sont pas contenues dans mon rapport car pour le moment nous cherchons à rédiger un document de compromis qui serait, une fois adoptée, envoyé à la Commission européenne en lui demandant de faire des propositions d'indicateurs concrets.

Il faudrait que les mesures soient faites par Eurostat (*l'Office européen des statistiques, ndlr*) tous les ans. Comme ça, on évitera des indicateurs fantaisistes comme le degré de bonheur ou l'ensoleillement moyen...

Quand est-ce que ces nouveaux indicateurs pourraient voir le jour ?

AR : J'espère à court terme car on en a vraiment besoin. Plusieurs grands Etats membres, comme la France et le Royaume-Uni, en discutent, et certains pays hors de l'UE se penchent également dessus. L'Europe se saisit du problème un peu tard et il faut accélérer le mouvement.

L'interview a été réalisée en anglais. Le vote se tiendra mardi 7 juin.

Ouverture de la session : souvenir d'événements historiques, visite du Président tadjik

Lors de l'ouverture de la session plénière, le Président du PE, Jerzy Buzek, a tout d'abord accueilli le Président du Tadjikistan Emomali Rahmon, en visite au PE. Il a ensuite rappelé à l'Assemblée que le 4 juin a marqué le 22ème anniversaire des premières élections partiellement libres en Pologne, mais aussi du massacre de la place Tiananmen en Chine. Plus tard, M. Buzek a introduit un débat commémorant les déportations menées par les autorités soviétiques dans les pays baltes en 1941.

MM. Rahmon et Buzek ont discuté des relations bilatérales et de la nécessité de procéder à des réformes au Tadjikistan, a expliqué le Président du Parlement.

En ce qui concerne les deux grands événements du 4 juin 1989, M. Buzek a rappelé que les autorités de la République populaire de Chine avaient "brutalement réprimé les manifestations de la place Tiananmen". Le même jour, la Pologne a organisé les premières élections générales, en partie libre, d'Europe centrale et orientale. Le scrutin s'est traduit par la victoire écrasante des candidats de l'opposition démocratique.

70e anniversaire des déportations de masse dans les États baltes

Un bref débat, avec des interventions des orateurs des groupes politiques du Parlement, a ensuite été organisé pour marquer le 70e anniversaire, ce mois-ci, des déportations de masse opérées par les autorités soviétiques dans les pays baltes, occupés depuis 1940.

En introduisant le débat, le Président Buzek a souligné que les déportations avaient pour objectif de "priver *les nations d'Estonie, de Lettonie et de Lituanie de leurs élites politiques et sociales*". Il était de notre devoir aujourd'hui, a-t-il ajouté, "*de chérir la mémoire*" de ces centaines de milliers de victimes baltes de la terreur soviétique. Néanmoins, a ajouté le Président, les souffrances des peuples de Lettonie, de Lituanie et d'Estonie leur ont donné la détermination et la force d'obtenir, un demi-siècle plus tard, l'indépendance et de rejoindre une Europe unie.

Deux députés changent de groupes

Le Président a annoncé que David Campbell-Bannerman a quitté le groupe EFD et rejoint le groupe ECR. De même, Theodoros Skylakakis, a quitté le PPE pour rejoindre le groupe ADLE.